# Évaluation certificative en droit des contrats

Niveau : Secondaire 2 (Vaud, Gymnase, Maturité)
Durée : 90 minutes
Total : 20 points

## PARTIE 1 : QCM (4 points - 20%)

Cochez la ou les bonnes réponses (0,5 point par question).

1. Quelles sont les conditions de validité d’un contrat selon le Code des obligations suisse ?
 - [ ] Une offre et une acceptation valables
 - [ ] La présence d’un notaire
 - [ ] La capacité contractuelle des parties
 - [ ] Un motif licite

2. Un contrat conclu sous la menace est…
 - [ ] Valide mais peut être annulé à la demande d’une des parties
 - [ ] Nul d’office
 - [ ] Valide et inattaquable
 - [ ] Valable uniquement si la menace était légale

3. Quelle est la conséquence de l’inexécution d’un contrat sans justification légale ?
 - [ ] Le contrat devient caduc automatiquement
 - [ ] L’autre partie peut exiger l’exécution ou demander des dommages-intérêts
 - [ ] L’inexécution n’a aucune conséquence juridique
 - [ ] L’État doit intervenir pour faire exécuter le contrat

4. Une personne mineure peut-elle conclure un contrat en Suisse ?
 - [ ] Oui, sans restriction
 - [ ] Non, jamais
 - [ ] Oui, avec l’accord de son représentant légal
 - [ ] Oui, uniquement pour des affaires courantes et usuelles

## PARTIE 2 : Questions ouvertes (6 points - 30%)

Répondez de manière complète et structurée.

5. Expliquez ce qu’est un vice du consentement et donnez un exemple concret. (2 points)

6. Quelle est la différence entre un contrat de vente et un contrat de mandat en droit suisse ? (2 points)

7. Dans quel cas un contrat peut-il être considéré comme nul en droit suisse ? Justifiez avec des exemples. (2 points)

## PARTIE 3 : Cas pratiques (10 points - 50%)

Cas 1 : (5 points)
Marc, 17 ans, achète un ordinateur à 1’500 CHF dans un magasin sans en informer ses parents. Trois jours plus tard, ces derniers découvrent l’achat et souhaitent annuler le contrat. Le magasin refuse de reprendre l’ordinateur.

Questions :
1. Le contrat est-il valable selon le droit suisse ? Pourquoi ? (2 points)
2. Quels recours ont les parents de Marc ? (2 points)
3. Quelles pourraient être les exceptions à cette règle ? (1 point)

Cas 2 : (5 points)
Sophie signe un contrat avec une entreprise de rénovation pour refaire sa cuisine. Après plusieurs semaines, elle constate que le travail n’a pas été réalisé correctement et que l’entreprise refuse d’effectuer les réparations nécessaires.

Questions :
1. Quels sont les droits de Sophie selon le droit des contrats ? (2 points)
2. Quelles démarches peut-elle entreprendre ? (2 points)
3. L’entreprise peut-elle être obligée de rembourser Sophie ? (1 point)

## Barème de correction

QCM : 0,5 point par bonne réponse (4 points au total)
Questions ouvertes : 2 points par question (6 points au total)
Cas pratiques : notation détaillée selon la pertinence des réponses (10 points au total)

## Corrigé indicatif

### QCM

1. ✅ Une offre et une acceptation valables / ✅ La capacité contractuelle des parties / ✅ Un motif licite
2. ✅ Valide mais peut être annulé à la demande d’une des parties
3. ✅ L’autre partie peut exiger l’exécution ou demander des dommages-intérêts
4. ✅ Oui, avec l’accord de son représentant légal / ✅ Oui, uniquement pour des affaires courantes et usuelles

### Questions ouvertes

5. Un vice du consentement est une erreur, une tromperie, une menace ou une contrainte qui vicient le consentement d’une partie. Exemple : un vendeur cache volontairement un défaut majeur d’un bien.
6. Un contrat de vente est un transfert de propriété contre paiement ; un contrat de mandat est une prestation de services où le mandataire agit au nom du mandant.
7. Un contrat peut être nul en cas d’illicéité, d’impossibilité ou d’atteinte aux bonnes mœurs. Exemples : un contrat de vente de drogue ou un contrat conclu par une personne sans capacité juridique.

### Cas pratiques

\*\*Cas 1\*\*
1. Le contrat n’est pas valable sans l’accord des parents, car Marc est mineur et l’achat dépasse une transaction usuelle.
2. Les parents peuvent invoquer la nullité relative et demander l’annulation.
3. Exceptions : si Marc avait des revenus propres et une autonomie financière.

\*\*Cas 2\*\*
1. Sophie peut exiger l’exécution correcte du contrat ou une réduction du prix.
2. Elle peut envoyer une mise en demeure et, en cas de refus, porter plainte ou intenter une action en justice.
3. Oui, en cas d’inexécution grave ou de faute de l’entreprise.

**Prompt :**

*Je souhaite créer une évaluation certificative en droit des contrats pour des élèves de maturité gymnasiale à Vaud (Secondaire 2).*

**L’évaluation doit :**

* Couvrir les notions clés du droit des contrats au niveau gymnasial en Suisse.
* Proposer des questions variées selon cette répartition :
	+ **QCM (20%)** : 4 à 6 questions à choix multiples sur les fondamentaux du droit des contrats.
	+ **Questions ouvertes (30%)** : 3 à 4 questions nécessitant une réponse développée.
	+ **Cas pratiques (50%)** : 1 à 2 situations concrètes où les élèves doivent appliquer les principes du droit des contrats.
* Inclure un **barème clair** précisant la répartition des points.
* Proposer un **corrigé détaillé** avec les réponses attendues.

**Les notions à aborder incluent :**

* La formation du contrat (offre et acceptation)
* Les conditions de validité d’un contrat (capacité juridique, objet licite, consentement libre)
* L’exécution et l’inexécution d’un contrat (obligations des parties, sanctions)
* Les vices du consentement (erreur, dol, violence)
* La résiliation et les effets de la rupture du contrat

**L’évaluation doit être adaptée aux élèves de maturité gymnasiale en Suisse (Vaud) et varier les niveaux taxonomiques** (connaissance, compréhension, application, analyse).

Merci de générer cette évaluation en respectant ces critères.